



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

24/05/2024

Macron en Nouvelle-Calédonie pour maintenir la domination coloniale.

Le gouvernement a mis le feu aux poudres en Nouvelle-Calédonie (lien 873) en faisant passer le vote à l'Assemblée nationale sur la modification du corps électoral pour les élections provinciales dont le rapporteur n'est autre que le député anti-indépendantiste de Nouvelle-Calédonie Nicolas Metzdorf (Renaissance de Macron) il est partie prenante et en a profité pour répandre son discours anti-Kanak déclenchant le mouvement de révolte. Mardi 21 mai, le Président Emmanuel Macron a annoncé se rendre en Nouvelle-Calédonie pour y « *installer une mission* » alors qu'il ne cesse de mettre de l'huile sur le feu, dès son arrivée il tient le même discours.

* Validité du troisième référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie qu'il a avancé à décembre 2021, en pleine période de Covid et de deuil kanak¹, le Premier ministre de l'époque, Edouard Philippe avait promis que le référendum n'aurait pas lieu avant août 2022. Ce référendum a été boycotté par les mouvements pour l'indépendance !

*Macron a déclaré que la Calédonie avait décidé de rester française (avec moins de 44% de participant en plein covid) et que « *la France était plus belle avec la Nouvelle-Calédonie* », une véritable négation du droit à l'indépendance revendiqué par le peuple Kanak.

En quelques heures à l'Assemblée nationale, le gouvernement Macron détruit tout processus d'indépendance en Kanaky Nouvelle-Calédonie.

Il avait été mis en garde. La CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain) a par exemple rassemblé 60.000 personnes dans les rues en avril dernier, sans heurts. La colère restait forte du côté de la population kanake, mobilisée depuis des mois contre le dégel du corps électoral.

Cette politique catastrophique a entraîné plusieurs morts, les victimes de l'Etat colonial sont une nouvelle fois les Kanaks, comme c'était déjà le cas dans les années 1980.

Une révolte de la part d'une population refusant ce projet de loi constitutionnelle qui élargirait le corps électoral pour les élections provinciales. La réforme ajouterait environ 25.000 électeurs, au mépris de ce qui avait été décidé lors de l'accord de Nouméa. La parole donnée de l'Etat n'a pas été respectée, ce qui a précipité l'explosion à laquelle on assiste. Les anti-indépendantistes ne supportent pas que les Kanaks soient enfin, au bout de 40 ans, à la tête des instances locales. Si le corps électoral changeait, cela ferait revenir en masse les non-indépendantistes au Congrès et au gouvernement qui en est l'émanation.

Il ne fait aucun pas vers les indépendantistes.

De plus en plus de voix s'élèvent en métropole pour dire qu'il faut ajourner le projet de loi et laisser le temps à la discussion, d'autres demandent le retrait de la loi constitutionnelle où que le Congrès de Versailles ne soit pas convoqué et qu'on laisse le temps aux forces politiques locales de discuter. Mais personne ne pose la vraie question de l'indépendance, droit inaliénable des peuples colonisés.

Toute l'activité est à l'arrêt. La Calédonie était déjà en grande difficulté à la suite du Covid et de la baisse du cours du nickel, celui-ci représente un quart des emplois privés dans l'archipel² et les difficultés économiques frappent principalement les Kanaks : 20 % d'entre eux sont au chômage contre 12 % en moyenne sur l'archipel et moins de 3 % d'entre eux sont des cadres, soit trois fois moins que les non-Kanaks. La jeunesse kanake est laissée-pour-compte : largement exclue du travail et d'une partie de l'accès aux études. Depuis toujours l'Etat français les minorise dans leur propre pays pour qu'ils ne puissent pas avoir la majorité lors des élections.

Macron en Kanaky pour légitimer la répression et poursuivre le passage en force

Il vient à Nouméa avec la détermination d'étouffer la révolte par tous les moyens. Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence, envoie des forces de l'ordre en masse, a donné l'ordre d'une réponse « *pénale ferme, rapide et systémique* », interdit l'usage de l'application TikTok : une attitude complètement coloniale. L'Etat poursuit sa répression coloniale, 29 militants indépendantistes assignés à résidence. Un discours pour criminaliser les

indépendantistes et la jeunesse kanake martelé ces derniers jours, Darmanin expliquant que les jeunes au cœur des révoltes cette semaine étaient des « *délinquants* » et qu'il n'y avait « *pas de révolte politique* » en cours, juste une violence « *utilisée politiquement par le CCAT* ».

Le gouvernement manœuvre et cherche à imposer un retour à l'ordre. 600 effectifs supplémentaires en plus des « *1.050 renforts de gendarmerie, police et sécurité civile* » déjà envoyés. L'envoi massif de forces de répression, y compris de l'armée, nous rappelle les heures les plus sombres de la Nouvelle-Calédonie en 1988. Darmanin envisageant de « *baisser la 5G à 2G pour l'intégralité des réseaux sociaux* » afin d'empêcher les communications. Ce n'est pas la CCAT qui a formé les jeunes pour faire la rébellion en Calédonie, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement. Ce n'est pas non plus la Chine ou l'Azerbaïdjan qui sont aux manettes de la révolte. Le gouvernement cherche des boucs émissaires tous azimuts pour ôter la responsabilité de l'Etat colonial français.

Les milices armées anti-indépendantistes marchent aujourd'hui main dans la main avec les forces de l'ordre face aux Kanaks. Une offensive menée main dans la main avec des milices caldoches déjà responsables de la mort d'au moins deux jeunes kanaks.

Le voyage de Macron vise à mettre la pression aux indépendantistes pour un retour à la table des négociations, tout en poursuivant le passage en force.

Le gouvernement n'entend faire aucune concession au mouvement indépendantiste.

La réforme sur le « dégel » du corps électoral ayant déjà été voté, le gouvernement ne compte surtout pas y renoncer même s'il n'est pas certain de parvenir à obtenir les 60% de voix nécessaires au Congrès à Versailles pour faire voter définitivement la réforme constitutionnelle.

L'Etat français est prêt à tout pour maintenir la mainmise coloniale de l'Etat sur la Kanaky à coup de matraques et d'interpellations avec l'objectif stratégique de profiter des sols riches en nickel du territoire mais surtout de conserver la position stratégique qu'il offre à l'impérialisme français dans la région Indo-Pacifique.

Il est fondamental de construire une large mobilisation en Kanaky et en France métropolitaine.

Construisons un grand mouvement de solidarité avec le peuple kanak, qui s'appuie sur les mobilisations et la combativité de la jeunesse kanake, en solidarité avec le peuple palestinien. La lutte pour l'indépendance de la Kanaky s'est d'ores et déjà exprimée dans les rues, à Paris ou Toulouse. Une manifestation aura lieu à Paris samedi 25 mai à 16h30 par le collectif Solidarité Kanaky. Il y a urgence à poursuivre ce combat contre la répression, pour le retrait de la loi sur le dégel du corps électoral, pour le droit à l'auto-détermination de la Kanaky et **la lutte pour l'indépendance pleine et entière de la Kanaky-Nouvelle Calédonie.**

2 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/oceanie/1209-le-nickel-et-les-tensions-en-nouvelle-caledonie>

1 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/oceanie/1693-nouvelle-caledonie-l-independance-toujours-a-l-ordre-du-jour>